



PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le **18 FEV. 2019**

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
SPE1/RH

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

VU le code de l'environnement, notamment son article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 août 2003 régissant le fonctionnement des activités de la société
LE PROGRÈS dans son établissement situé 93, avenue du Progrès à CHASSIEU ;

VU le rapport du 29 novembre 2018 de la direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection
des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 12 décembre 2018 dans le respect des dispositions de
l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations du 25 janvier 2019 présentées par la société le PROGRÈS sur le projet de
mise en demeure et la réponse de direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection
des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'une visite de l'établissement exploité par la société LE PROGRÈS à
CHASSIEU, a permis à l'inspection des installations classées de constater les
irrégularités suivantes :

- la zone de dépotage pour l'encre équipée d'un système de mise à la terre ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 12 août 2003 susvisé,
- l'exploitant n'a pas respecté la distance de séparation au niveau des croisements de câbles, et n'a pas remis en état les fixations en toiture ;

CONSIDÉRANT, donc que la société LE PROGRÈS ne respecte pas, pour son établissement de CHASSIEU, les dispositions prévues aux articles 4.8.3 et 6.1.7 de l'arrêté préfectoral du 12 août 2003 précité ;

CONSIDÉRANT, en outre, que l'exploitation de l'installation en cause, dans des conditions irrégulières, peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant de respecter strictement les dispositions réglementaires rappelées ci-dessus ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L-171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}

La société LE PROGRÈS, 93, avenue du Progrès à CHASSIEU, est mise en demeure :

- dans un délai de six mois :
 - de mettre en conformité la zone de dépotage encre en application des dispositions de l'article 4.8.3 de l'arrêté préfectoral du 12 août 2003 susvisé,
 - de mettre en conformité les installations en matière de risque foudre conformément à l'article 6.1.7 de l'arrêté préfectoral du 12 août 2003 précité.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : PUBLICITÉ (article R. 171-1 du code de l'environnement)

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 : DÉLAI ET VOIE DE RECOURS (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement)

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon (la requête peut être déposée sur le site www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 5

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de CHASSIEU,
- à l'exploitant.

Lyon, le 18 FEV. 2019

Le Préfet,

Le préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY